****

*Appel à projets régional pour le déploiement de la mobilité GNV / BioGNV*

**CONTENU DU DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION**

**(à remplir par chaque acquéreur de véhicule dans le cadre d’un projet de station d’avitaillement Bio GNV)**

**Vous trouverez ci-dessous la liste des pièces à fournir et à renseigner pour votre demande de subvention**

1. Courrier type de demande de subvention
2. Contenu du dossier de demande de subvention
3. Informations concernant le demandeur
4. Informations sur l'opération
5. Dépenses prévisionnelles et plan de financement
6. Liste des pièces administratives

annexe 1 – attestation relative à la qualité de PME au sens communautaire et définition communautaire des micro, petites et moyennes entreprises *(Peut s’appliquer à n’importe quel opérateur)*

**Seule la transmission d’un dossier complet fera l’objet d’un examen de la demande**

**Le dossier est à transmettre à l’ADEME OU à la Région Auvergne-Rhône-Alpes via leur plateforme de dépôts d’aide**

|  |  |
| --- | --- |
| **ADEME****Anne-Sophie BANSE HERREBAUT****04 72 83 46 06****anne-sophie.herrebaut@ademe.fr** | **Région Auvergne-Rhône-Alpes****David SOUVESTRE****04 26 73 42 98****david.souvestre@auvergnerhonealpes.fr** |

****

**1. Courrier type de demande de subvention**

Je soussigné(e),

agissant en qualité de :

[ ]   représentant légal

ou

[ ]   représentant dûment mandaté[[1]](#footnote-1)

De : ………………………………… ……………………………………………………

sollicite par la présente demande une aide financière pour la réalisation de l’opération décrite ci-dessous et certifie :

* être régulièrement déclaré ;
* être en règle à l’égard de la réglementation en vigueur notamment sociale, fiscale et environnementale ;
* ne pas encourir de procédure collective[[2]](#footnote-2) ;
* exactes et sincères les informations fournies dans le présent dossier ;
* avoir pris connaissance des règles générales d’attribution des aides de l’ADEME du 23 octobre 2014[[3]](#footnote-3) ;
* **que l’opération pour laquelle je sollicite une aide financière n’a pas commencé ou qu’elle n’a pas donné lieu à des engagements fermes[[4]](#footnote-4).**

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, le dossier de demande d’aide financière pour **l’acquisition de véhicules GNV**/**BIOGNV** dans le cadre de l’appel à projets GNVolont’Air Terrritoires

J’ai bien noté que ce dossier ne sera examiné que si tous les documents et renseignements demandés y sont joints.

Fait, le à

 Signature :

Et cachet de l’organisme

**Toute fausse déclaration est passible de peines d’emprisonnement et d’amendes prévues par les articles 441-6 et 441-7 du code pénal. Le droit d’accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l’informatique, aux fichiers et aux libertés s’exerce auprès du service ou de l’Etablissement auprès duquel vous avez déposé votre dossier.**

 **2. Contenu du dossier de demande de subvention**

**A – informations concernant le demandeur**

**Raison sociale** **:**

**Catégorie juridique**

**N° SIRET :** ……………………………………………

**Code NAF :**……………………………………………………………………………………………………………………..

**Adresse du siège social**

**Taille de l’organisme : PME** [ ]

 **GE** [ ]

 **COLLECTIVITE** [ ]

**⮱ : à renseigner le modèle d’attestation relative à la qualité de PME au sens communautaire**

Voir annexe 1 présentant également la définition communautaire des micro, petites et moyennes entreprises

**Représentant légal**:

Nom - Prénom :

Fonction :

Adresse :

Téléphone :

Courriel :

**Délégation de signature à** : (joindre au dossier la délégation)

**Personne chargée du suivi de l’opération**, s’il diffère du représentant légal:

Nom - Prénom :

Adresse :

Téléphone :

Courriel :

**B – informations sur l'opération**

|  |  |
| --- | --- |
| Type d’opération | 🞎 Investissement (installation, équipement,)  |
| Adresse de l’opération(lieu / territoire de réalisation) |  |
| Période prévisionnelle de réalisation de l’opération | Date début : | Date fin : |

**Informations générales sur l’opération**

**Objet***:*

**Description du projet et de l’engagement lié au BioGNV \* (nature, quantité et perspectives d’évolution) :**

\* L’acquéreur des véhicules s’engagent à justifier son engagement d’utilisation de bioGNV dans son contrat d’avitaillement transmis lors du paiement de la subvention.

**Objectifs poursuivis et résultats attendus :**

**C – dépenses prévisionnelles et plan de financement**

C 1 – Dépenses prévisionnelles liées à l'opération présentant le montant HT

Les dépenses prévisionnelles sont à présenter et seront à justifier sur la base du montant Hors Taxe quelque soit le régime TVA de la structure.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Type de véhicule (1 ligne par véhicule) | Engagement sur du BioGNV (en %) | Montant HT |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
| TOTAL |  | TOTAL |

C2 – Financement prévisionnel de l'opération : Précisez dans le tableau ci-dessous le montant des aides attendues

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Montant en €** |
| **AIDES PUBLIQUES (1) :** |  |
| ADEME : |  |
| Région : |  |
| AUTRES (préciser) : |  |
|  |  |
| **AUTRES AIDES :** |  |
| GRDF |  |
|  |  |
| **AUTRES FINANCEMENTS :** |  |
| EMPRUNTS (préciser taux et durée) : |  |
| FONDS PROPRES : |  |
| AUTRES : |  |
|  |  |
| **TOTAL** |  |

**(1) Le bénéficiaire s'engage à communiquer à l’ADEME et à la REGION sans délai toute aide publique qu’il aurait sollicitée ou reçue, solliciterait ou recevrait pour la réalisation de l'opération concernée.**

**D – Liste des pièces administratives**

Pour tous les demandeurs :

* Dossier de demande de subvention dûment rempli et signé
* Devis pour l’acquisition de véhicules GNV
* Devis pour la solution de référence de véhicules équivalents diesel
* Relevé d’identité bancaire (RIB) aux normes SEPA : BIC/IBAN
* Lettre d’engagement entre l’opérateur et le transporteur pour la fourniture de BioGNV (minimum 20 % en 2020 et 30% en 2025)

Et, le cas échéant :

* Délégation de pouvoir et/ou de signature

Pour le coordinateur du partenariat uniquement :

* Dossier administratif de demande d’aide AAP GNV – Bio GNV

**Pour une entreprise privée :**

* Preuve de l’existence légale (extrait K bis de moins de 6 mois signé à la date de dépôt du dossier, inscription au registre ou répertoire concerné) ;
* Pour les entreprises appartenant à un groupe : organigramme précisant les effectifs, chiffres d'affaire y compris filiale de l’entreprise ;

**Pour les collectivités territoriales et leurs groupements :**

* Délibération actant la décision de s’équiper des véhicules éligibles et le plan de financement prévisionnel.
* Effectif du service concerné ainsi que le budget affecté à l’opération financée

**L’ADEME et la Région se réservent le droit de demander des pièces administratives complémentaires en cours d’instruction du dossier (liasse fiscale, etc.)**

**Annexe 1**

**Définition communautaire des PME et Grandes Entreprises**

**Attestation relative à la qualité de PME au sens communautaire**

**Définition communautaire**

**PME** : Entreprise dont l’effectif est inférieur à 250 personnes et dont le chiffre d’affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total de bilan n'excède pas 43 millions d'euros

**Grande Entreprise** : Entreprise de plus de 250 personnes et/ou dont le chiffre d’affaires annuel est supérieur à 50 millions d'euros et /ou dont le total de bilan excède 43 millions d'euros

# Catégories juridiques d'entreprises : autonome, partenaire, liée

L'entreprise autonome "Mon entreprise détient moins de 25 % (capital ou droits de vote) d’une autre entreprise et/ou une autre entreprise détient moins de 25 % de la mienne"

L'entreprise partenaire : "Mon entreprise détient au moins 25 %, mais pas plus de 50 %, d’une autre entreprise et/ou une autre entreprise détient au moins 25 %, mais pas plus de 50 %, de la mienne"

L'entreprise liée : "Mon entreprise détient plus de 50 % des droits de vote des actionnaires ou des associés d’une autre entreprise et/ou une autre entreprise détient plus de 50 % des miens".

**Ainsi les règles de calcul des indicateurs d'effectifs et financiers (CA et bilan) sont les suivantes**

*1ère formulation :*

* Pour calculer l'effectif, le CA et le bilan consolidé d'une entreprise E, il faut prendre en compte :

100 % de l'entreprise E (SIREN)

+

X % de chaque entreprise partenaire

*(qui détient X % des droits de E et/ou dans laquelle E détient X % des droits, avec 25< X<50)*

+

100 % de chaque entreprise liée

*(qui détient X % des droits de E et/ou dans laquelle E détient X % des droits, avec X>50)*

*2e formulation :*

* Les chiffres d’effectifs et financiers à prendre en compte sont ceux de l’entreprise considérée (SIREN), auxquels sont ajoutés :
* ceux des entreprises auxquelles elle est liée (celles qui détiennent 50 % ou plus de son capital ou de ses droits de vote et celles dont elle détient 50 % ou plus de leur capital ou de leurs droits de vote)
* et ceux des entreprises dont elle est partenaire (celles qui détiennent entre 25 et 50 % de son capital ou de ses droits de vote et celles dont elle détient entre 25 et 50 % de leur capital ou de leurs droits de vote), proportionnellement à leurs participations.

**Modèle d’attestation**

Fait à le

Je soussigné.........................................................................., agissant en tant que ........................................................................

...................................................., certifie sur l’honneur que ma structure ………………………au numéro SIREN ……………. répond aux critères la définissant comme une PME / une Grande Entreprise [rayer la mention inutile] au sens communautaire tel que défini par la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des petites et moyennes entreprises (JO L 124 du 20/05/2003).

 NOM, Fonction

 Signature

Cachet de la structure

Contacts

Pour l’ADEME :

Anne-Sophie HERREBAUT (territoire de Rhône-Alpes sauf le département de la Loire)

anne-sophie.herrebaut@ademe.fr

Pour la Région Auvergne-Rhône-Alpes :

David SOUVESTRE david.SOUVESTRE@auvergnerhonealpes.fr

1. *Si le signataire n’est pas le représentant légal, merci de joindre le pouvoir lui permettant d’engager celle-ci.* [↑](#footnote-ref-1)
2. *Procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaires.*  [↑](#footnote-ref-2)
3. *Consultables sur le site internet de l’ADEME à l’adresse suivante :* [*http://www.ademe.fr/deliberations-conseil-dadministration*](http://www.ademe.fr/deliberations-conseil-dadministration) [↑](#footnote-ref-3)
4. ***Sous quelque forme que ce soit : marché signé, commande signée, devis accepté…*** [↑](#footnote-ref-4)